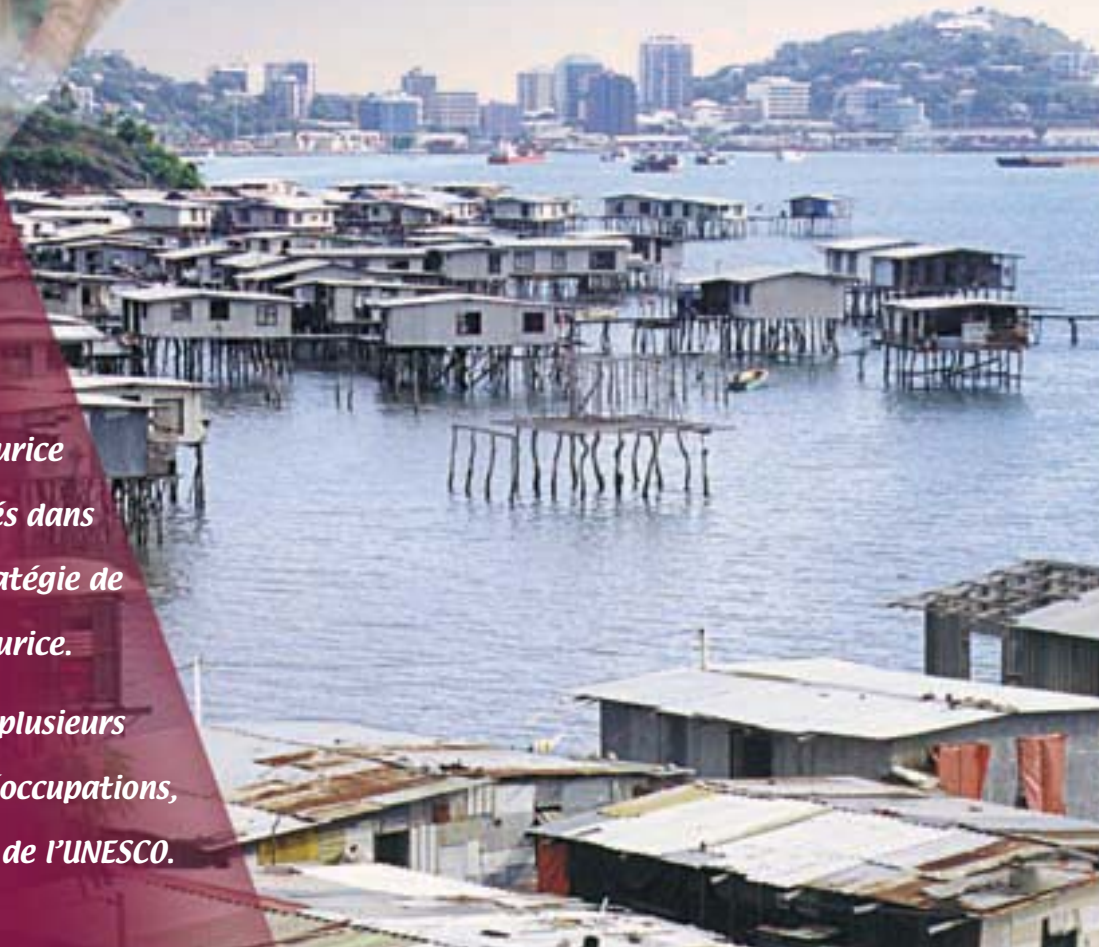




Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

CONTRIBUTION À LA MISE EN ŒUVRE
DE LA STRATÉGIE DE MAURICE

Modes de vie durables dans les **Petits États Insulaires en Développement**



La communauté internationale a mis à jour en 2005 le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID).

Une réunion internationale à Maurice a négocié des accords, synthétisés dans ce qui s'appelle désormais la Stratégie de Maurice, et la Déclaration de Maurice.

La Stratégie appelle à agir dans plusieurs domaines qui font partie des préoccupations, des programmes et des priorités de l'UNESCO.

En janvier 2005 une réunion de hauts responsables s'est tenue à Maurice sous l'égide des Nations unies afin d'examiner la mise en œuvre et de mettre à jour le Programme d'action de 1994 pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID). Cette réunion a donné naissance à deux importants textes négociés : une déclaration politique et un document de stratégie.

Le 14 juillet 2005 l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la Résolution 59/311 sur le suivi de la réunion internationale de Maurice, appelant instamment les gouvernements, la société civile, les organismes régionaux et les organisations internationales à engager sans tarder des actions en vue d'assurer l'application effective du Programme d'action mis à jour.

Trois mois plus tard, en octobre 2005, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté la Résolution 33C/3 sur le "Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID) : poursuite de la mise en œuvre" après examen du projet de résolution par les cinq commissions du programme (Éducation ; Sciences sociales et humaines et Sciences naturelles ; Culture ; Communication et information ; et Questions générales et soutien du programme).

Dans les paragraphes opérationnels de cette résolution, la Conférence générale :

- Prie instamment les États membres et Membres associés de participer activement à la mise en œuvre et au suivi de la Déclaration de Maurice et de la Stratégie de Maurice ; les prie de mobiliser les programmes et réseaux de l'UNESCO dans leurs régions et pays respectifs afin de mieux promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ;
- Demande instamment aux organisations non gouvernementales entretenant des relations officielles avec l'UNESCO d'œuvrer en partenariat étroit avec les gouvernements et autres parties prenantes au suivi de la Réunion internationale de Maurice et de coopérer plus étroitement avec la société civile à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice ;
- Invite le Directeur général à continuer d'intégrer la Stratégie de Maurice dans les activités et programmes de travail de l'Organisation, tout en continuant à promouvoir une approche globale et intégrée des conditions d'existence viables et du développement durable dans les petits États insulaires en développement, ainsi que de favoriser la coopération intersectorielle et entre les générations, au niveau interrégional, au moyen du système de la plate-forme qui a fait ses preuves.

La présente brochure présente un aperçu des activités récentes de l'UNESCO (notamment en 2006 et au début de 2007) qui contribuent à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice, en insistant particulièrement sur celles qui sont menées et soutenues par les Bureaux hors-siège de l'Organisation. Elle fait suite à la brochure similaire publiée en septembre 2005. Une brochure de 48 pages, plus documentée et illustrée, est en préparation, à paraître vers le milieu de 2007.

“

Une éminente universitaire des Caraïbes parle de l'imbrication entre la compréhension de chaque culture, les possibilités de croissance économique et la connaissance du patrimoine culturel, en tant que fondement de la croissance économique et du développement social. On fait désormais des efforts concertés pour "mobiliser le pouvoir de la culture" car il semble certain que le développement durable ne saurait être garanti dans une société qui n'estime pas ses expressions culturelles populaires à leur juste valeur.”

Dame Pearlette Louisy, Gouverneur général de Sainte-Lucie, modérateur du panel de séance plénière sur la "culture" lors de la réunion internationale de Maurice, le 11 janvier 2005

STRATÉGIE DE MAURICE – CHAPITRES

- I Changements climatiques et élévation du niveau de la mer
- II Catastrophes naturelles et environnementales
- III Gestion des déchets
- IV Ressources côtières et marines
- V Ressources en eau douce
- VI Ressources tirées de la terre
- VII Ressources énergétiques
- VIII Ressources du tourisme
- IX Ressources de la biodiversité
- X Transports et communications
- XI Science et technologie
- XII Être éliminé de la liste des pays les moins avancés
- XIII Commerce : mondialisation et libéralisation
- XIV Développement durable des capacités, et éducation en vue du développement durable
- XV Production et consommation durables
- XVI Environnement national et régional favorable
- XVII Santé
- XVIII Gestion des connaissances et de l'information au service de la prise de décisions
- XIX Culture
- XX Exécution



❖ Culture et société ~ Pendant la réunion des hauts responsables à Maurice, en janvier 2005, le “Rôle de la culture dans le développement durable des PEID” a été le titre d’un panel, réuni avec le soutien de l’UNESCO pendant l’assemblée plénière, qui a contribué à la rédaction du chapitre sur la culture dans la Stratégie de Maurice. En participant à la mise en œuvre des prescriptions de ce chapitre, l’UNESCO s’appuie sur la panoplie d’instruments normatifs du domaine de la culture visant à promouvoir le pluralisme culturel et le dialogue interculturel, à protéger le patrimoine matériel et immatériel mondial et à créer des entreprises culturelles. L’une de ses initiatives spécifiques a pris la forme d’un atelier interrégional d’experts (aux Seychelles, en avril 2007) sur “Les îles en tant que carrefours : diversité culturelle dans les petites îles”, piloté par le bureau de l’UNESCO à Dar es Salaam.

Le soutien de l’UNESCO à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel se traduit par des projets à Cuba, en République dominicaine, en Jamaïque, à Tonga et à Vanuatu. La formation à l’enregistrement et à l’archivage des langues fait l’objet de la seconde étape d’un projet concernant 13 langues mélanésiennes de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon et de Vanuatu. Le tout nouveau Portail des langues caribéennes autochtones et menacées de disparition, créé au sein de l’University of the West Indies, facilite la préservation de plus de 20 langues autochtones de la région.

L’un des projets consacrés à la diversité culturelle et au dialogue interculturel, la Route de l’esclave, est entré dans une nouvelle étape en 2006 après avoir été évalué par un panel indépendant. Ses activités se trouvent désormais étendues à des régions qui avaient peu retenu l’attention (comme l’océan Indien) et à des domaines peu explorés (comme le transfert du savoir, des compétences et des techniques, de l’Afrique vers le reste du monde).

Quant au patrimoine matériel, une conférence sur le patrimoine mondial, tenue à la Barbade en mai 2006, avait pour thème “Valeur universelle remarquable, authenticité et intégrité dans le contexte caribéen”. Explorer le thème de l’“indigénéité” appliqué à la valeur universelle remarquable du patrimoine mondial du Pacifique, tel était l’un des objectifs d’un atelier régional, réuni au parc national de Tongariro en Nouvelle-Zélande, en février 2007. L’Organisation offre son assistance pour la préparation et la création d’un futur

site transfrontalier commun aux îles de l’océan Indien dans l’optique de la Route de l’esclave. “Le patrimoine culturel sous-marin en danger” a fait l’objet d’une édition spéciale (en 2006) de la revue “Patrimoine en danger” du Conseil international des monuments et des sites.

L’une des initiatives en faveur de l’Alliance globale pour la diversité culturelle concerne un projet prévu pour 2007-2010 visant à renforcer les industries de création dans le groupe d’États Afrique/Caraïbes/Pacifique (ACP) en améliorant l’emploi et les débouchés. Le projet est mis en œuvre en coopération avec la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et avec l’Organisation internationale du travail, avec l’aide du Fonds européen de développement. Des projets pilotes sont envisagés pour cinq pays, parmi lesquels Fidji et Trinité-et-Tobago, après que les ministres de la culture des pays concernés en ont soumis et discuté les plans, lors d’une réunion tenue à Saint Domingue (République dominicaine) en octobre 2006.

❖ Le savoir local et autochtone est au centre de la culture de nombreux pays insulaires. Parmi les projets en cours d’exécution dans le Pacifique on peut citer la rédaction d’une loi type sur le savoir détenu par les communautés ainsi que des projets pilotes pour intégrer le savoir local au cursus des écoles de Palau, des îles Salomon et de Vanuatu. Un CD-ROM et un didacticiel sur la recherche et le partage des connaissances traditionnelles en matière de navigation dans le Pacifique (“The Canoe is the People”) a été largement diffusé, et une version en langue maori en sera éditée fin 2007. Ce disque, qui fait partie d’un ensemble de matériel pédagogique spécialement destiné aux îles du Pacifique, vise l’un des principaux objectifs du programme intersectoriel des Systèmes de savoir locaux et autochtones (LINKS), à savoir la transmission du savoir autochtone entre les plus âgés et les plus jeunes. Une étude qui est presque terminée porte sur le savoir des femmes sur la nature, les plantes médicinales et la médecine traditionnelle dans les îles Mascareignes de Maurice, à Rodrigues et à la Réunion, dans le sud-ouest de l’océan Indien.



❖ Harmoniser les rôles des hommes et des femmes

dans la gestion des ressources en eau aux Caraïbes, et continuer à soutenir dans le Pacifique la radio communautaire FemTalk font partie des activités de renforcement du pouvoir des femmes. Quatre éminentes insulaires (de la Barbade, Cuba, Samoa et Trinité-et-Tobago) figuraient dans l’ouvrage “60 Women Contributing to the 60 Years of UNESCO” publié en octobre 2006. Une bibliographie des études sur l’égalité des sexes aux Caraïbes est en préparation.



La phytochimiste Ameenah Gurib-Fakim, Professeur de chimie organique et Pro Vice Chancelier de l’Université de Maurice, l’une des cinq lauréates du Prix UNESCO/L’Oréal 2007 pour les femmes et la science, décerné au cours d’une cérémonie à l’UNESCO le 22 février.

Les ressources naturelles et les questions d'environnement occupent près de la moitié des 20 chapitres de la Stratégie de Maurice, témoins de l'importance que leur attribuaient déjà le Programme d'action en faveur des PEID, approuvé à la Barbade en 1994. Voici une sélection des nouvelles initiatives dans ce domaine.

Changement climatique. Atelier intitulé "Connaissances sur l'élévation du niveau de la mer et la variabilité" (Paris, juin 2006), organisé par le Programme mondial de recherche sur le climat. En janvier 2007, l'UNESCO a accueilli la session de clôture du Groupe de travail numéro 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, dont le rapport présente des évaluations révisées de l'impact du changement climatique sur les petites îles.

Ressources marines et côtières. Promouvoir les sciences de la mer dans des domaines tels que la séquestration du carbone océanique, la décoloration et la surveillance des coraux, la biochimie des interactions terre/océan/atmosphère, les populations de poissons pélagiques. Évaluation du manuel sur la gestion intégrée du littoral et de l'océan. Ateliers de formation aux compétences requises pour diriger des instituts de sciences de la mer (comme celui qui s'est tenu à l'University of the West Indies, en septembre 2006). Co-parrainage du Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles, dont la troisième conférence mondiale s'est tenue à Paris, en janvier 2006.

Ressources en eau douce. Par l'intermédiaire du Programme hydrologique international, des activités contribuant à instaurer un large partenariat dans la région du Pacifique, qui viendra en renfort des capacités nationales en gestion et surveillance des ressources en eau douce. Dans les Caraïbes, ateliers de 2007 sur la surveillance biologique des rivières et sur la collecte de l'eau ; projet nouveau sur les systèmes aquifères côtiers.

Gestion des déchets. Programme de formations à la gestion des eaux usées dans le Pacifique, dirigé par un groupe d'organisations, parmi lesquelles le Centre international pour l'éducation relative à l'eau, de Delft, aux Pays-Bas.

Ressources énergétiques. Atelier aux Caraïbes sur les biocombustibles (septembre 2007).

Biodiversité. Ateliers sur les stratégies nationales du Patrimoine mondial dans les États fédérés de Micronésie, à Palau, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon et à Trinité-et-Tobago. Atelier régional aux Caraïbes de formation sur le Patrimoine marin mondial (Sainte-Lucie, février 2006). Atelier sur les réserves de biosphère du Pacifique (Pohnpei, États fédérés de Micronésie, décembre 2006). Évaluations concertées des récifs coralliens, de la faune benthique, des algues marines nuisibles. Renforcement des liens avec le Programme sur la biodiversité des îles dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (avec le Partenariat mondial des îles).

« La technologie du système d'alerte aux tsunamis de l'océan Indien n'est valable que dans la mesure où ceux qui l'utilisent s'engagent à le faire fonctionner sur le long terme et pour tous... Les communautés vulnérables, notamment celles des zones où les tremblements de terre ont lieu près des côtes, doivent être préparées à de telles catastrophes. J'aimerais féliciter les pays de la région pour les efforts impressionnants qui ont été effectués dans toute la région de l'océan Indien en si peu de temps. Mais les moyens manquent encore dans de nombreux endroits pour avertir à temps les populations côtières de l'arrivée d'un tsunami. Manquent également des programmes d'information et d'éducation permettant à la population de reconnaître les signes de l'imminence d'un tsunami et de se protéger. Il est tout aussi important de réviser et de mettre en œuvre des réglementations dans le secteur du bâtiment et d'améliorer la planification urbaine et les programmes de développement pour limiter les dégâts matériels et économiques provoqués par les tsunamis. »

Kōichirō Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, dans sa déclaration du 26 décembre 2006, à l'occasion du deuxième anniversaire du tsunami de l'océan Indien qui a fait plus de 200 000 victimes et provoqué des dommages matériels d'une valeur estimée en milliards de dollars.

"Sandwatch" (la surveillance du sable) est une initiative commune à deux secteurs de l'UNESCO (Sciences naturelles et Éducation) agissant par le biais du Réseau du projet des écoles associées et de la Plateforme des régions côtières et des petites îles. Lancé en 2001 dans la région des Caraïbes, le projet comporte maintenant des participants dans plus de 20 pays et territoires insulaires des régions de l'océan Indien et du Pacifique, en dehors des Caraïbes.

Axé sur la surveillance et la gestion des plages sur une longue durée, le programme fait fond sur l'enthousiasme et la créativité des élèves, de leurs enseignants et de leurs communautés, afin qu'ils prennent soin de leurs plages et réduisent la pollution.

Pendant l'année 2006, un site Web interactif et un bulletin ("The Sandwatcher") ont été lancés. Une Foire régionale de Sandwatch organisée à l'école primaire Mayaro de la Trinité, en novembre, a servi de tremplin pour mettre en relief et étendre l'approche du projet à l'ensemble de Trinité-et-Tobago et à la région élargie des Caraïbes. Et au début de 2007, le bulletin "Planète Science" du secteur des sciences naturelles de l'UNESCO consacrait un article de fond à Sandwatch et ses activités récentes, tant sur le terrain qu'en salle de classe. On voit ici la façon de mesurer la hauteur des vagues, en République dominicaine.



© Maria Mercedes Brito-Feliz

Catastrophes naturelles et risques environnementaux

~ Parmi les travaux récents et en cours, on peut citer la contribution au Cadre d'action de Hyogo (adopté à Kobe, au Japon, en 2005), demandant notamment que l'accent soit mis non pas sur les secours et les réponses d'urgence mais plutôt sur la prévention, la préparation et la sensibilisation des populations exposées à ces risques. À Vanuatu, un projet sur la gestion des risques d'éruptions volcaniques, piloté par le bureau de l'UNESCO à Apia, en donne un exemple. Un article sur ce sujet paraîtra dans le numéro de juillet-septembre 2007 de la revue trimestrielle "Planète Science".

La Commission océanographique intergouvernementale (COI) a considérablement progressé dans la mise en place d'un système opérationnel d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien, au cours de quatre réunions du Groupe de coordination intergouvernemental – la plus récente en février/mars 2007 – avec la création d'un réseau de centres nationaux d'information sur les tsunamis et l'amélioration du réseau de sismographes et de sondes dans les grands fonds océaniques.

La planification des systèmes d'alerte aux tsunamis et autres catastrophes océaniques a également progressé pour ce qui est des Caraïbes et ses régions adjacentes, de l'Atlantique du Nord-Est, de la Méditerranée et ses mers adjacentes. En mai 2006 s'est tenu l'"Exercice Pacific Wave '06", première opération de ce type en matière de tsunamis.

Le matériel d'information s'est enrichi d'un numéro spécial de la revue "Earthquake Spectra" (juin 2006), qui présente un compte rendu approfondi des séismes de Sumatra et des tsunamis de l'océan Indien en décembre 2004 et mars 2005. La mallette d'information sur les tsunamis (TsunamiTeacher) a été conçue par la COI et son Centre international d'information sur les tsunamis, afin de contribuer à sensibiliser le public à ces risques. Le bureau de l'UNESCO à Kingston et l'Agence caribéenne de réaction d'urgence aux catastrophes ont publié une version à jour de la "Mallette d'information sur les catastrophes, à l'intention des médias des Caraïbes", ainsi que des brochures à l'intention des écoles et des enseignants sur la préparation à l'éventualité des séismes.

Les médias ~ Le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) est un puissant moyen pour soutenir le développement des médias dans de nombreux petits États insulaires en développement. Il se traduit par l'aide offerte depuis le début des années 1980 (4 millions de dollars, au total) à quelque 100 projets nationaux des PEID (dont près d'un demi million en 2004-2005 à 19 projets). Renforcer la liberté d'expression en République dominicaine et les radios communautaires des centres de médias dans les atolls des Maldives, sont deux des projets approuvés en 2006.

Par ailleurs, les PEID ainsi que des organismes régionaux tels que l'Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion, et la Caribbean Media Corporation, sont parties prenantes dans plusieurs projets régionaux. Aux Caraïbes par exemple, un projet porte sur les pratiques éthiques, la formation de journalistes et la gestion de la liberté de la presse. Dans les pays du Pacifique, il s'agit de formation aux techniques peu coûteuses de la télévision numérique. Des sociétés de production de télévision s'emploient aux Comores, à Maurice et aux Seychelles à réaliser un projet de fourniture et d'installation d'équipements destinés à la production et à la post-production, piloté par l'antenne à Maurice du Conseil international des radios-télévisions d'expression française.

Dans un proche avenir, lors de sa session de 2007, le bureau du PIDC examinera les propositions concernant 19 nouveaux projets dans 15 PEID, sur des thèmes tels que le renforcement des radios communautaires, la formation de professionnels des médias et l'établissement d'un centre de formation à l'audiovisuel dans une université nationale.

Une autre activité, celle des Centres communautaires multimédias (CCM), visant à habiliter les communautés et à réduire le fossé numérique, associe les émissions communautaires à l'Internet et aux technologies connexes. Parmi ces projets pilotes on peut citer, aux Caraïbes, une initiative régionale ayant pour objectif de transformer les stations de radio existantes en CCM équipés d'ordinateurs et de services intégrés de fax, téléphone, messagerie électronique et Internet. Y participent, dans un premier temps, les stations de radio de la Barbade, Cuba, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago, et des nouveaux services sont en voie d'installation sur des îles telles que Bequia à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

À Haïti, un projet bénéficiant de l'appui du PIDC, s'attache à faciliter aux populations rurales pauvres l'accès à l'information. Dans les pays du Pacifique, le People First Network Project (Pfnnet), localisé aux îles Salomon, œuvre pour instaurer l'esprit de la paix et réduire la pauvreté en améliorant l'accès à l'information et en élargissant les moyens de communication dans les zones rurales. La réforme du droit des médias fait partie, au Cap-Vert, d'une série de projets en cours d'exécution.

Les forums virtuels de discussion représentent l'une des chances offertes par les nouvelles technologies qui semblerait répondre particulièrement bien aux besoins des insulaires de relater leurs expériences et de discuter des solutions à apporter à leurs problèmes communs. En collaboration avec Scotland On Line, toutes les deux semaines, la Voix des petites îles (SIV) relie quelque 50 000 insulaires, résidents ou de la diaspora, et toute personne s'intéressant aux affaires des îles, pour participer à une discussion avec un modérateur sur des questions touchant à l'environnement, au développement, à la société, l'économie et la culture. Récemment, les discussions ont porté sur la pêche commerciale à la baleine, les besoins et les sources d'énergie, la biotechnologie et l'avenir des approvisionnements en produits alimentaires, les moteurs du développement touristique et ses bénéficiaires ("Tourisme au bénéfice de qui?"). "Se débarrasser des déchets de mon île", cette question a été soulevée récemment au cours d'un Forum de discussion des jeunes, associé au SIV.

Les jeunes au travail ~ Aux Caraïbes, l'initiative YouthPath (Allègement de la pauvreté des jeunes par le tourisme et le patrimoine) s'est désormais enrichie de projets de terrain dans huit PEID. Elle publie dans un bulletin électronique (lancé en février 2007) des nouvelles de ses avancées. Un "Manuel des leçons tirées de l'expérience" est en préparation. L'éducation en vue du développement durable constituait le thème principal des contributions de l'Organisation au Festival de la jeunesse du Pacifique, célébré à Tahiti en juillet 2006 par plus de 1 000 jeunes venus de toute la région.

Grâce à son partenariat avec la Lighthouse Foundation, l'initiative "Vision jeune pour la vie dans les îles" permet aux jeunes de préciser la façon dont ils veulent voir leurs îles évoluer et comment ils comptent y contribuer. En 2006, dix projets de terrain ont abouti et 15 autres ont été lancés. Le premier numéro de l'année 2007 du bulletin électronique de cette initiative a donné la vedette à trois projets récents (aux îles Marshall, Maurice et San Andrés). Quant aux projets déjà en cours d'exécution, trois d'entre eux y sont également présentés : la pisciculture à Kolgpng (Papouasie-Nouvelle-Guinée), la promotion de la danse traditionnelle du couteau-feu à Samoa et la sensibilisation à l'environnement à Haïti.

Réagir au VIH/Sida ~ Dans le cadre de l'ONUSIDA, programme commun des Nations unies, l'Organisation joue le rôle de chef de file de l'Initiative mondiale sur le VIH/Sida et l'éducation ainsi que de l'Équipe de travail inter-institutions sur l'éducation – considérées comme les deux instruments clés de toute approche universelle concernant la prévention, le traitement, les soins et le soutien aux malades. Aux Caraïbes, le bureau de Kingston s'efforce de parvenir à un accord entre les gouvernements et les autres parties prenantes, afin d'élaborer un schéma directeur pour toute la région sur la manière dont le secteur de l'éducation doit réagir à la pandémie ; d'instaurer des partenariats opérationnels ; et de renforcer les capacités des États membres dans ce domaine. Le site Web HIV/AIDS Clearinghouse donne accès aux ressources documentaires concernant les Caraïbes et facilite le partage de l'information sur les grands événements, dans la région et au plan international. Parmi les sources régulières d'information figurent les rapports trimestriels soumis aux groupes d'ONUSIDA aux Caraïbes et aux autres partenaires. En concertation avec l'Organisation internationale du travail, un plan cadre a été publié en 2006 incitant à traiter la maladie comme problème interne dans les établissements d'enseignement. Les méthodes axées sur une approche de la prévention et des soins par les arts et le théâtre ont donné lieu à un séminaire régional à Cuba en mai 2007, organisé par le Bureau régional de la culture à La Havane.

L'équipe de radio "On the Spot" à Tonga. Dans le cadre du projet "Vision jeune pour la vie dans les îles", les communautés locales ont été informées des objectifs du Millénaire pour le développement et de la façon de les atteindre.



© Ebonie Fifita

Ipolu Nouvelle Providence Tortola Majuro Niufo'ou Antigua
 Montserrat Nevis Vanua Lava São Tomé Fakaofu Trinité
 Mustique Tarawa Timor-Leste Niue Malte Maurice
 St. Kitts Mahé Aldabra Koror

Renforcer les capacités ~ La Décennie des Nations unies pour l'éducation en vue du développement durable a été officiellement lancée au début de 2005 avec l'UNESCO comme chef de file et un groupe de partenaires et de collaborateurs œuvrant tous ensemble pour mettre en application le Plan international de mise en œuvre de la Décennie. Des consultations menées à la Jamaïque, à Maurice et à Samoa ont abouti à la rédaction de stratégies régionales de mise en œuvre et à des cadres pour une collaboration future. En 2006, l'Université du Pacifique Sud a été désignée par le Centre culturel Asie/Pacifique pour l'UNESCO comme Centre d'excellence pour l'Éducation en vue du développement durable. Un nouveau projet quinquennal (2006-2010) a été lancé dans les pays insulaires du Pacifique afin d'améliorer le renforcement des capacités dans les systèmes éducatifs en vue du développement durable.

Du fait que l'éducation de base constitue une priorité pour l'ensemble des programmes de l'Organisation, les bureaux hors siège jouent un rôle primordial dans la mobilisation des ressources en faveur de l'Éducation pour tous (EPT). Cela a permis de financer des ateliers régionaux sur des thèmes tels que les reportages sur l'éducation, à l'intention des journalistes (Nadi, à Fidji) et l'éducation intégratrice (Apia, à Samoa). Le soutien technique intervient dans des domaines comme la formation de formateurs pour l'université aux Comores, les centres d'apprentissage communautaires aux Maldives, l'évaluation de la réforme de l'éducation aux Seychelles, l'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes travaillant à domicile, à Sao Tomé et Príncipe, et l'encouragement à l'étude de la science et de la technologie à Timor Leste.



"La protection et l'éducation de la petite enfance" tel est le thème du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007, qui reprend les études de cas de la Jamaïque et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée publiés par le Courrier de l'UNESCO dans son numéro d'octobre 2006. En Papouasie-Nouvelle-Guinée (où l'on parle plus de 800 langues), les établissements préscolaires éduquent les enfants pendant deux ans dans leurs langues maternelles.

Parmi les projets nationaux en matière d'enseignement technique et professionnel, il est question de réviser le programme d'enseignement commercial à Bahreïn et d'incorporer à l'Éducation pour tous le développement des compétences de base à Samoa. Un projet destiné à promouvoir une éducation intégrée à distance a été relancé dans cinq universités des Caraïbes. Au niveau supérieur précisément, un soutien est apporté au Consortium des universités des petits États insulaires, par le biais d'un programme de coopération avec l'University of the West Indies (agissant comme secrétariat du Consortium). Les options pour créer aux Bahamas un Institut des petits États insulaires constituent une autre proposition en débat. Les Instituts et Centres d'éducation de l'UNESCO ont récemment adopté un cours d'enseignement à distance sur la gestion des relations entre universités et entreprises aux Caraïbes, sous les auspices de l'Institut international pour la planification de l'éducation.

Le Programme de participation de l'UNESCO

fournit une assistance directe aux États membres et États associés pour des activités qu'ils ont choisies en fonction de leurs propres priorités. Les fonds alloués à chacun des projets sont modestes au regard des normes internationales (pas plus de 26 000 dollars pour les demandes concernant des projets nationaux, dans les limites de six par pays et par période biennale). Cependant, même tel quel, pour de petits pays ce soutien peut s'avérer particulièrement utile et important. Au cours de l'exercice budgétaire 2004-2005 plus de 3,7 millions de dollars ont été attribués à plus de 200 projets dans les PEID. Quant à l'exercice 2006-2007, au début de 2007, 113 projets (pour une somme totale de 2 millions de dollars) ont été déjà approuvés pour 28 PEID et membres associés de l'UNESCO de régions océaniques. Ils touchent à la plupart des sujets abordés dans la Stratégie de Maurice.

EXEMPLES DE PROJETS EN COURS DANS LES PEID EN 2006-2007

- Antigua et Barbuda.** Modernisation du Centre d'apprentissage communautaire de All Saints
- Antilles néerlandaises.** Radio scolaire de Saba
- Aruba.** Projet "S'enrichir grâce à l'éducation"
- Bahreïn.** Stratégie de réforme de l'enseignement secondaire
- La Barbade.** Création d'une base de données pour le projet de la flore des Caraïbes orientales
- Chypre.** Forum euroméditerranéen de la jeunesse
- Îles Cook.** Conférence nationale pour les apprentis du "Sandwatch"
- Cuba.** Numérisation de la bibliothèque de littérature et de langues
- République dominicaine.** Relations entre sciences sociales et prise de décisions politiques
- La Dominique.** Programme de formation avancée en planification et gestion de l'éducation
- Grenade.** Accès en ligne à l'alphabétisation
- Haïti.** Préservation de la musique et de la danse traditionnelles de Haïti
- Jamaïque.** Exposition sur l'expérience de l'esclavage en Jamaïque
- Maldives.** Matériel de mesure et de surveillance de la qualité de l'eau
- Malte.** Publication d'aquarelles du 19^{ème} siècle
- Îles Marshall.** Formation à la navigation traditionnelle
- Niue.** Protection des droits de propriété intellectuelle
- Palau.** Évaluation phytosociologique des mangroves de l'île de Babeldaob
- Papouasie-Nouvelle-Guinée.** Assistance d'urgence aux victimes des inondations de Wau-Bulolo, Province de Morobe
- Saint-Kitts-et-Nevis.** Bicentenaire de la fin du commerce des esclaves dans les Indes occidentales britanniques
- Sainte-Lucie.** Foire des sciences à l'école, couplée avec l'Exposition industrielle
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines.** Laboratoire de langues vivantes
- Tokelau.** Plantation de pandana comme matière à tisser
- Tonga.** Contribution à la Décennie des Nations unies pour l'éducation en vue du développement durable
- Trinité-et-Tobago.** Formation des enseignants à faire face aux problèmes émotionnels
- Tuvalu.** Matériel informatique de laboratoire pour le lycée de Fetuvalu
- Vanuatu.** Moderniser le service informatique de la salle de presse de la Radio Télévision de Vanuatu

Informations complémentaires

- UNESCO Implementing Programme of Action for SIDS. Site web. <http://www.unesco.org/en/sids>
- "Sustainable Living – The Island Way". DVD de 25 minutes. 2006. <http://www.unesco.org/csi/smis/siv/pub/SIV2DVDflyer2.pdf>
- "Cap sur la Stratégie de Maurice et sa mise en œuvre". Brochure de 6 pages. septembre 2005. <http://www.unesco.org/csi/B10/msibroch-fr.htm>
- "Agenda pour les îles – 2004 et après : Réagir au changement et entretenir la diversité dans les petites îles". Document de 48 pages. octobre 2004. <http://www.unesco.org/csi/B10/mim-fr.htm>
- "Island Agenda: An overview of UNESCO's work on island environments, territories and societies". Rapport de 131 pages. mars 1994. <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001012/101276eb.pdf>

Point focal pour la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour les PEID :
Plate-forme des régions côtières et des petites îles
Division de la politique scientifique et du développement durable
UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris Cédex 15, France
sids@unesco.org

La version électronique de cette brochure, avec de nombreux liens interactifs peut être consultée sur : <http://www.unesco.org/csi/B10/msibroch2007-fr.htm>

Traduit de l'anglais par : Nicole Lévy

© UNESCO, mars 2007

SC-2007/WS/10

Couverture :

Insulaire du village de Kolhuvaariyaafushi, dévasté par le tsunami, de l'atoll sud-ouest de Mulaku, aux Maldives.

© UN/Evan Schneider

Contraste entre habitation traditionnelle et moderne, district de Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée.
© D. Troost/UNESCO.